

Il était une fois l' UNEA

(1^{re} partie)Par **Ladjâ Ouerfif** (*)

C'est en septembre - octobre 1963 que j'ai rencontré cette organisation des étudiants algériens. J'avais, auparavant, assisté en spectateur à la cérémonie de passation du témoin, du flambeau, des idéaux de l'Ugema par Mohammed Seddik Benyahia à la génération de l'UNEA, c'était au 10, boulevard Amirouche.

L'ÉVÉNEMENT

Le conflit sur le tracé des frontières héritées du colonialisme, - conflit ouvert par Hassan II, roi du Maroc qui revendiquait Tindouf... Ben Bella, alors président de la République depuis peu, a, au cours, d'un meeting populaire sur l'esplanade du Palais du gouvernement, harangué la foule et lancé en arabe dialectal : «*Hagrouna !*» (Ils nous sous-estiment !). Ce seul mot a provoqué l'un des plus profonds mouvements de masse d'un peuple qui sortait tout juste d'une guerre meurtrière, d'une lutte qui avait laissé des traces, qui apprenait la naissance du FFS de Ait Ahmed dans un village de Beni Yenni... C'est un peuple qui trouva à l'occasion de se ressouder et de chasser les nuages qui s'annonçaient. Ce peuple fit, spontanément, une longue marche de l'est, du nord, de l'ouest du pays pour se rendre par tous les moyens sur les lieux des combats.

DIRECTION COLOMB-BÉCHAR

A l'Université d'Alger, les étudiants s'étaient tournés vers l'UNEA pour élargir leur volume de participation à la défense de la nation.

Le tout nouveau comité exécutif de l'union, dont le siège était au 10, bd Amirouche, au-dessus du restaurant universitaire, ouvrit un registre pour l'inscription des volontaires. C'est au début du mois d'octobre, alors que les nouvelles les plus inquiétantes parvenaient du front Sud-Ouest que les étudiants volontaires étaient invités à se retrouver au siège de l'union. Nous fûmes 32 à nous y rendre pour recevoir notre paquetage et attendre le départ. Trente-deux sur sept cents inscrits, c'était assez peu et ceux qui se trouvaient là ne se connaissaient pas pour la plupart.

Parmi les plus décidés, Aziz Belgacem, membre du Comité exécutif (il sera assassiné par les terroristes - rue Bab Azzoun), Malek Saha, membre du CE, Lazhar un étudiant ingénieur en travaux publics, Salem un éternel étudiant en médecine et dévoué militant du FLN, Laïla Noureddine (une future militante du FPLP et qui mourra à Beyrouth en 1973), Zohra Djazouli une étudiante en lettres Labidi.

Moi-même, inscrit à l'École supérieure de commerce. C'est dans la salle du conseil de l'UNEA qu'on nous remit des tenues militaires.

On nous dit d'attendre qu'on vienne nous chercher pour rejoindre l'aéroport de Dar El Beïda pour embarquer dans une caravelle de la compagnie nationale Air Algérie (compagnie dirigée alors par maître Benabdellah).

Nous fûmes un premier trajet vers Dar El Beïda, mais le voyage ne peut se faire à cause de problèmes liés à l'interprétation des Accords d'Evian.

En effet, la zone aéroportuaire de Colomb-Béchar était sous contrôle de l'armée française et l'ANP ne pouvait y faire descendre des soldats en habits ni bien sûr en armes.

Le départ :

C'est par une nuit noire que les 32 furent transférés d'Alger à Colomb-Béchar pour un baptême de l'air inconfortable puisque la carlingue était vide de sièges et qu'il fallait s'attacher aux lanières de ceintures de sécurité.

La descente sur Colomb-Béchar eut lieu dans un climat d'appréhension. Quelle sera la réaction des autorités sur place ?

En fait, tout se passa très bien et quelques Land-Rover nous prirent en charge pour notre campement. C'était des maisons sahariennes en dur qui nous furent allouées. Je ne me souviens pas avoir dormi à l'intérieur, mais plutôt à la belle étoile, la tête tournée vers le ciel lumineux des nuits du Sud. Malgré la fatigue du voyage, l'excitation était à son comble. Chacun se demandait à quoi nous serions affectés et espérait faire le coup de feu face à cette armée royale marocaine pleine de morgue et de mépris.

Le lendemain matin, un chaud soleil brille dès

l'aube. Ce premier réveil est également marqué par un geste d'hospitalité qui m'émeut chaque fois qu'il me revient en mémoire : nos voisins, de pauvres habitants du sud de Colomb-Béchar, avaient préparé de la galette chaude, du café au lait et du thé, beurre de chamelle pour nous accueillir ; ce signe de bienvenue de la part de gens démunis, je ne l'oublierai jamais.

MÉDITERRANÉE-NIGER

Nous fûmes acheminés vers une gare de chemin de fer qui aurait été l'une des étapes d'une grande idée : celle d'une grande ligne de chemin de fer entre les pays du Sahel et de la Méditerranée. En tous les cas, le lieu convient au petit nombre d'étudiants : des bureaux, une salle assez grande, une cour ombragée par de majestueux eucalyptus et... un téléphone.

Le chef de la mission des étudiants à Colomb-Béchar était Mouloud Belouane, alors ministre de l'Information de Ben Bella, il nous précise que nous n'aurons pas à faire la guerre, mais participer aux campagnes d'information vers l'extérieur.

Aussi, certains furent affectés à la radio locale de la Saoura, d'autres à l'accompagnement de journalistes étrangers. Plusieurs se sont plongés dans les dossiers, les cartes d'état-major, les livres d'histoire pour démontrer que la zone revendiquée par le Maroc appartenait depuis toujours à l'Algérie.

Je fus désigné pour accueillir les journalistes français afin de contrôler leurs écrits avant de les autoriser à accéder au précieux téléphone, seul lien avec leurs rédactions.

Je fis ce «métier de censeur» avec plus la soif de savoir ce qui se passe sur le terrain que de sabrer tel ou tel papier d'autant que j'admire les grands reporters qui étaient les Josco et autres Farkas.

C'est Josco qui me dit un jour exécuté : «*Merde ! Si je suis de ce côté de la frontière, c'est que je suis avec vous...*»

UNE VIRÉE A COLOMB-BÉCHAR

Béchar est une ville de garnisons où se côtoient, sans se voir, deux armées.

Une armée moderne, la française, très discrète sur la voie publique mais qui a des lieux de rencontre, notamment des bars tenus par des dames qui trônent près de la caisse et des juke-box à Scopitone.

Nous sommes rentrés, un groupe et avons demandé à consommer. A notre grande surprise, il n'y eut aucun problème. Mais quelques instants plus tard - le temps de voir Françoise Hardy chanter sur le toit d'un immeuble dans le froid - on nous indiqua poliment la sortie...

On poursuit notre bordée à l'hôtel Transit où, par miracle, on ne fit pas plus de manière pour nous servir. Il faut savoir que le pouvoir de Ben Bella avait interdit la vente et la consommation d'alcool sur tout le territoire national.

Pendant que tonnait au loin le canon, alors que les informations les plus alarmantes circulaient en ville, le mess des officiers et sous-officiers de l'ANP était le théâtre des retrouvailles entre les soldats réguliers de l'ANP et des volontaires du FFS. Ni le contrôle des journalistes, ni les dossiers, ni les efforts pour obtenir un cessez-le-feu n'eurent d'effet sur la volonté des étudiants de se rendre sur le terrain.

Mouloud Belouane en fut saisi. Le soir même du 30 octobre 1963, il demanda des volontaires : nous nous présentâmes tous.

Il en choisit deux, dont un dont je me souviens bien, Malek Saha.

Si mes souvenirs sont bons, ils furent les témoins de l'offensive lancée par Boumediène sur Figuig et son occupation par l'ANP prenant pied sur le territoire marocain. Opération menée à la faveur de la nuit et avant que le cessez-le-feu ne soit proclamé. L'honneur des Algériens était sauf...

BEN BARKA

Il avait été enlevé en octobre 1965 à Paris.

Octobre est venu après le coup d'Etat du 19 Juin perpétré par le Conseil de la révolution, à la tête duquel se trouvait le colonel Houari Boumediène vice-président de la République et ministre de la Défense du gouvernement d'Ahmed Ben Bella. Ce coup d'Etat que ses promoteurs ont baptisé «*sursaut révolutionnaire*» et

que ses opposants les plus modérés ont stigmatisé en tant que «coup d'arrêt» à la poursuite des réformes initiées par Ben Bella. Ce coup d'Etat a provoqué dès le premier jour la protestation des étudiants d'Alger et de jeunes de Annaba que le colonel Aitaïlia a réduit au silence par la force. Cette réaction des étudiants de l'UNEA allait marquer les relations avec le pouvoir issu du 19 Juin, dont les contre-coups immédiats ont été le report du Festival mondial de la jeunesse et des étudiants qui devait se tenir à Alger ; de la Conférence afro-asiatique qui devait se tenir également à Alger.

Le 19 Juin a donc provoqué des manifestations de protestation contre la méthode et du fait de l'arrestation de Ben Bella et du secret qui entourait sa mise à l'écart. Toujours est-il qu'un événement allait précipiter l'UNEA dans une opposition farouche aux méthodes employées pour arracher son soutien. Il s'agit de l'extorsion du «soutien» d'un vice-président de l'UNEA après l'avoir soumis à un simulacre d'exécution sommaire : son apparition à la télévision un soir provoqua un choc et la réprobation. Cet acte entraîna le Comité exécutif de l'UNEA à choisir la clandestinité, jusqu'à ce que les choses reviennent à la normale. Entre-temps, un groupe d'étudiants a été arrêté dont Abdellalim Medjaoui, ancien moudjahid et membre du Comité exécutif, Hamid Aït Saïd, Keddar Berekaâ, Mahmoud «Ini raÿtoulkouma», Sedik «Take Five», Benfedha, étudiant en mathématiques, Selim Ducos déjà professeur en mathématiques au lycée El Amir Abdelkader, Salah Chouaki le seul étudiant en grammaire latine, des professeurs Mandouze et Malti, Salah qui sera assassiné un matin alors qu'il achetait son journal au bureau-tabac proche de son domicile.

Nous nous sommes rencontrés au siège de la PRG de Cavaignac où les tabassages, les bastonnades, les tortures faisaient résonner les locaux... Pour moi, ce furent des retrouvailles avec l'UNEA, car après Béchar, je me suis engagé dans le mouvement de volontariat de la JFLN et de l'UNEA qui avait décidé de construire un village près des Oudhias. Ce village de l'amitié a pu voir le jour bien après 1965 et doit être encore habité. Il réunissait des jeunes Soviétiques, Bulgares, Français et bien sûr Algériens...

Après les cachots de la rue Cavaignac, l'Institut de gestion et de planification qui dirigeait Jacques Peyrega ouvre ses portes aux bacheliers, et aux non-bacheliers aux travailleurs qui désiraient parfaire leurs connaissances et leurs techniques de gestion. La majorité des étudiants était d'ailleurs des fonctionnaires qui prenaient place dans le amphis à partir de 17 h. Les étudiants boursiers plus jeunes formaient le noyau le plus dynamique, mais pas le plus nombreux.

Je retrouvais Aït Saïd, Aïssa Badis, Aïssani Abdelkader, Hassen Ben Dif et d'autres comme Dib «La Motion», Marsaoui, les frères Sid Ahmed.

Les professeurs les plus en vue étaient Peyrega, Plenel, Popov, Bouderbala, Ahmed Akache, Lafarge un ancien avocat des militants du FLN durant la guerre de libération. La vie d'étudiant avait un charme qui s'est perdu. D'une part, les programmes n'étaient pas surchargés et d'autre part, le respect des maîtres par les étudiants et des étudiants par leur maîtres, le respect des franchises universitaires par le pouvoir, l'accès à tout ce qui s'éducait de neuf à des prix abordables ; le déplacement du cœur culturel d'Alger du square Port Saïd à la cinémathèque et à l'université ont rendu à la jeunesse un espace qui restera longtemps un espace de liberté de démocratie et de tolérance...

Le 29 janvier 1966, des milliers de voix se firent entendre aux cris de : «*Libérez Ben Barka ! Oufkir assassin ! Hassan II assassin !*»

Au carrefour de Tafoura, la voix des manifestants résonne comme un appel à les rejoindre. En quelques enjambées, je rejoignis le flot des jeunes qui se dirigeait vers la place des Martyrs où stationnaient des CNS armés de matraques et protégés par des boucliers. Il était évident qu'ils empêcheraient la manif d'aller plus loin. Les étudiants effectuèrent un mouvement de retour vers leurs universités... en choisissant la plus mauvaise rue pour le faire en manifestant. Par la rue Bab Azzoun, une rue étroite que des arcades marchandes longeait. Les CNS laissèrent les étu-

dians s'y engouffrer, coururent à leur poursuite en faisant un bruit de mitraillettes avec leurs matraques battant les boucliers et le martèlement des souliers cloutés sur les pavés ajouta à la panique de ceux qui ne voyaient rien mais entendaient ce bruit qui n'avait pas d'odeur (de poudre).

Dire que la panique a été indescriptible et loin de la vérité... Ce fut une débandade dont personne ne se rappelle avec fierté. Les retrouvailles au siège de l'UNEA furent assez partagées. On avait brisé la peur de sortir dans la rue, on l'avait fait pour une personnalité de premier plan dans le Tiers-Monde, on avait dénoncé les responsables du rapt de Ben Barka. Le monde entier aura entendu parler de la manifestation des étudiants d'Alger.

Je ne me souviens pas très bien, mais je crois qu'une grève avait été décidée au 10, boulevard Amirouche. Les membres du comité de section d'Alger, encore en activité, n'étaient pas nombreux : Aït Saïd, Aïssani Abdelkader, Kerba Abdelkader, Mustapha Bensaïd, Atmani Mohamed, Zeraya, entourés du conseil de section qui regroupait les Comités de facultés et d'écoles.

Le comité de section fut tout de suite arrêté après une entrevue de conciliation avec Cherif Belkacem, membre du Conseil de la Révolution chargé du secrétariat du parti (FLN). Ces arrestations ont, il faut le reconnaître, provoqué la panique. Nombreux furent les adhérents de l'UNEA qui choisirent de se replier pour une virée touristique vers le Sud ou une visite familiale urgente...

Je crois que durant la détention des membres du comité de section des étudiants Taleb Abderrahim, Atmani, Keddar, Mahmoud Mehdi, Roula Mokhtar, Fatima Medjahed, Belkhouja, Benyounés, Toubal ont réellement dirigé le mouvement durant l'absence du CS. Ils étaient aidés, il est vrai, par les membres du Comité exécutif en clandestinité Djamel Labidi, Djelloul Nasser, Noureddine Zenine, sachant que Medjaoui était emprisonné à El Harrach de même que Houari Mouffok arrêté au Maroc, torturé, puis livré à l'Etat Algérien...

Les dirigeants du Mouvement étudiant algérien ont découvert une force extraordinaire : l'adhésion de l'ensemble des étudiants à la lutte pour la démocratie et les libertés syndicales, la réforme de l'enseignement supérieur et la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants. L'autre fait est que le pouvoir fit libérer les étudiants arrêtés au mois de mars 1966.

Il faut noter un acte insolite du ministre de l'Éducation nationale de l'Époque, Taleb Ahmed, qui fit paraître au *Journal Officiel* une liste d'étudiants qu'il ne fallait pas embaucher dans les entreprises ou inscrire à l'université. Ce ministre était pourtant l'un des créateurs et animateurs de l'Ugema en 1966. L'année syndicale connaît un autre pic : la manifestation de soutien au professeur Peyrega, directeur de l'IGP molesté par les policiers et accusé de laisser ses étudiants tirer les tracts de l'UNEA sur les ronéos de l'Institut. C'est par une conférence que le professeur a renoué avec ces étudiants et la famille universitaire, cette famille qui voulait une université moderne, scientifique, démocratique tournée vers la recherche et l'excellence. Les enseignements de cette période étaient dans la grande majorité digne de respect, tant ils étaient dévoués et disponibles. Leur comportement durant ces dures années était un exemple et un stimulant pour notre activité constructive et argumentée en faveur d'une université en constant progrès. (A suivre)

L. O.
(*) Membre du comité de section UNEA d'Alger - 1967-1969

Il était une fois l' UNEA

(2^e partie)Par **Lahri Oucherif** (*)

L'année militante s'acheva le 1^{er} mai par un défilé marqué par la nouvelle de l'évasion des Ait Ahmed de la prison d'El Harrach et les mots d'ordre des étudiants dénonçant le maintien en prison des détenus politiques. L'autre événement tragique a été la perte de Abdelkader Aïssani, suite à un accident de moto le 30 juin 1966, vers 16h30, à Ain Taya.

1967 : L'APOGÉE

Chaque entrée universitaire, les étudiants, de retour de vacances, retrouvent le rythme de vie d'une ville universitaire. Les responsables de l'UNEA s'attachaient à reprendre les contacts, à demander aux comités de facultés, d'écoles, d'amphis, d'accompagner l'accueil des nouveaux étudiants. Cela voulait dire les informer des problèmes et des contraintes de la vie sur le campus, de formuler les revendications ou les propositions, de programmer les actions d'information, etc.

Les comités de section de l'UNEA attendaient la déclaration du Comité exécutif. Cette déclaration éclairait sur le rôle de l'UNEA dans un contexte donné, faisait appel au pouvoir pour réviser son attitude vis-à-vis de l'organisation, invitait les étudiants à lutter pour leurs droits matériels et moraux et pour la démocratie.

Un point très important revenait à chaque occasion, celui de la réforme de l'enseignement supérieur et la relance de la commission qui avait été mise en place avant le 19 Juin 1965.

L'autre préoccupation du collectif dirigeant d'Alger était la sortie de plusieurs responsables qui avaient terminé leurs études. Ce qui pose avec acuité le renouvellement des comités à tous les niveaux et la préparation de l'AG élective d'un nouveau comité de section.

Cette tâche de routine, dans des situations normales, devenait un problème politique majeur dans la mesure où les responsables de l'UNEA tiennent à une vie de l'organisation conforme aux statuts, alors que le FLN de Cherif Belkacem voulait en finir avec l'autonomie de l'UNEA. Il avait créé pour cela une Fédération nationale des étudiants militants (FNEM) et une direction préparatoire de la Conférence nationale. Cette FNEM répondait aux besoins qu'avait le FLN de contrôler «ses» organisations de masse.

La DPCN répondait-elle aux besoins qu'avait le FLN de déborder les structures de l'Union en proposant aux étudiants de «dépasser les situations conflictuelles». L'habilité manœuvrière de Cherif Belkacem et plus tard de Kaïd Ahmed et Cherif Messadia se heurte à la position de principe de l'UNEA : «Nous sommes dans la légalité, nous n'avons violé aucune des règles de fonctionnement démocratique... Nous demandons le respect du choix des étudiants, c'est-à-dire l'arrêt des poursuites policières contre les membres du Comité exécutif, la libération de Houari Mouffok et Abdelalim Medjaoui, la reconnaissance des structures existantes.» Cette position devait être partagée par les étudiants pour isoler les éléments de la FNEM et de la DPCN qui n'hésitaient pas à chercher les incidents en s'attaquant physiquement aux étudiants qui penchaient pour les idées de l'UNEA.

La déroute de ces organisations fantoches et de la formalisation du mouvement étudiant prit la forme d'abord de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie et d'études, dirigée par les éléments de l'UNEA et suivie par l'immense majorité des étudiants de l'Université d'Alger. La FNEM et la DPCN ne pouvaient ni déclencher de tel mouvement ni y adhérer ce qui les isola.

Ce qui n'empêcha pas la DPCN d'utiliser l'argument, que pour participer aux élections des comités de sections, il fallait avoir une carte d'adhérent et de militant. Ces cartes étaient délivrées par le Comité exécutif mais depuis le 19 juin et l'expulsion des cadres et responsables de l'union du siège du 10, boulevard Amirouche, tous les moyens étaient aux mains des «directions» parachutées.

Accepter ou non? Participer ou non? Ces élections sous le patronage des anti-démocrates seront-elles positives pour l'ensemble du mouvement étudiant? Autant de questions qui seront débattues par les responsables avec les étudiants.

De plus, lorsque les cadres de l'union arrivèrent à convaincre les syndicalistes et la majorité des étudiants qu'il fallait prendre les apprentis sorciers à leurs propres pièges en acceptant de retirer des cartes d'adhésions, la FNEM et la DPCN furent obligées de fixer la date de l'AG au mois de février 1967.

Ayant remporté une première étape, celle de l'inscription des étudiants, le Comité de section d'Alger (du moins ce qu'il en restait), c'est-à-dire Ait Saïd et Athmani de droit et moi par cooptation mais sans avoir le titre (si l'on peut dire), pouvait compter sur les comités de facultés de droit et sciences économiques, des lettres et sciences humaines, de l'Ecole supérieure des beaux-arts, de polytechnique et de l'agronomie, de l'Ecole des travaux publics d'Hussein Dey, de l'Ecole normale supérieure de Kouba, de l'IGP, de l'Ecole supérieure de commerce, de l'Ecole nationale supérieure de journalisme, de sciences politiques et de l'Institut national des hydrocarbures et de textiles, de la Faculté des sciences ainsi que les comités des cités universitaires de Ben Aknoun, Revoil et d'El Harrach.

Pour revenir à l'AG du mois de février, ces organisateurs parachutés ont fixé sa tenue au Club des Pins, lieu par excellence des rituels de pouvoir et loin de la ville. Le nombre des étudiants à cette AG annonce la déconfiture des promoteurs. Elle se dessina dès la désignation par vote à main levée des membres du bureau de l'Assemblée élective. Le choix se porta sur Omar Chaou, Nadji Safir, Belkhadja.

L'Assemblée générale n'appartenait plus ni à la FNEM ni à la DPCN qui firent tout pour qu'elle n'aboutisse pas ce jour-là. Dès le lendemain, l'ensemble des étudiants reconnut la légitimité du bureau élu et on s'attendait tous à ce qu'il poursuive sa mission...

Il n'y a rien à reprocher à ses membres qui furent empêchés par des manœuvres de toutes sortes de conduire l'AG à son terme. Ses manœuvres visaient entre autres à émettre la vigilance des étudiants et à faire retomber leur mobilisation et leur exigence d'avoir une direction démocratiquement élue.

L'année 1967 fut, sans conteste, l'année de l'UNEA en tant que courant démocratique dans la société, un pôle de modernité et de progrès, de solidarité nationale et internationale.

Si je parle aujourd'hui de l'UNEA d'Alger et de ses relations avec le Comité exécutif, je ne dois pas omettre de dire combien le soutien des comités de sections d'Oran et de Constantine ont été décisifs en de nombreuses occasions, de même l'apport de la délégation extérieure de l'UNEA a été d'informer l'opinion internationale et obtenir son soutien pour les étudiants à l'intérieur du pays. Avec la délégation extérieure, nous communiquions par lettres via le 115, bd SAINT Michel à Paris où le Comité de section (UNEA de Paris avait son siège), rarement par téléphone sauf pour les informer des arrestations intervenues et leur demander d'en informer les organisations internationales amplifiant ainsi les échos de la solidarité.

Je dois également ajouter que la lutte des étudiants d'Alger était suivie avec intérêt par tous les centres de décision et les organisations syndicales, locales, fédérales et nationales. Ainsi, le commissariat politique de l'ANP était le destinataire de toutes les déclarations de l'UNEA. L'UGTA était harcelée par les délégations d'étudiants qui lui demandaient de prendre position en leur faveur.

Ce devoir de solidarité, l'UNEA le manifestait pour la lutte du peuple vietnamien en guerre contre l'impérialisme américain, pour la lutte du peuple palestinien, pour les luttes des peuples africains du Mozambique, d'Angola, de Guinée, du Cap-Vert, du Zimbabwe, de Namibie et de la République sud-africaine ; au Moyen-Orient, l'UNEA manifestait sa solidarité avec le peuple du Sud Yémen en lutte contre l'impérialisme britannique.

Au cours du premier trimestre 1967, les étudiants d'Alger étaient conscients de tous les enjeux liés à la tenue ou non de l'assemblée générale élective du comité de section. Devant les obstacles et pour les dépasser décision a été prise de la fixer au 15 avril, ce sera une AG libre. Toutes les forces concernées ont été informées. Le commissariat politique de l'ANP décida de

nous aider en imprimant les affiches avec la mention de l'éditeur...

L'UGTA et les autres organisations furent également informées. Je ne sais pas comment rendre l'atmosphère de ces moments-là...

L'AG eut lieu dans le grand amphithéâtre de mathématiques de la Faculté des sciences. Une question préjudicielle énoncée fort à propos par Mustapha Mekideche, premier président de l'UNEA, va sceller les débats et le comité de section fut élu dans l'enthousiasme de plus de 1000 étudiants.

Le 15 avril, un comité de section de 11 membres. Ont été élus président Ait Saïd Hamid, membres Athmani Mohamed, Fatima Medjahed, Larbi Oucherif, Aïssa Badis Badis, Lardjane Omar, Derradji Lotfi, Sebah Zine, Guerroudj Toufik, Kadri Belarbi, Mousa Ben Zerfa.

La première réunion du Conseil de section eut lieu dans la foulée et il fut décidé d'organiser une manifestation à l'occasion du 24 avril, Journée internationale de la jeunesse contre l'impérialisme.

A notre grande surprise la JFLN décida d'y participer. En outre, le cinéaste Moussa Haddad nous proposa de filmer la marche de la Fac centrale, jusqu'au cinéma Atlas où devait se tenir un meeting. La marche se déroula sans problème jusqu'à la rue Abane Ramdane, où se trouvait le Centre culturel américain protégé par un important cordon de police. Lorsque le groupe de tête de la manifestation débouche rue Abane Ramdane, un silence se fit : la place et les alentours du Centre culturel étaient étrangement vides. Quand la police chargea, il y eut un mouvement de repli incontrôlable, seule Fatima Medjahed ne bougea pas et commença à nous rappeler.

Je crois que même les policiers étaient stupéfaits. La marche se poursuivit accompagnée des youyou des femmes. La griserie de ce succès nous amena à la préparation du 1^{er} Mai. La manifestation se termina par un choc frontal avec la police. Des échauffourées opposèrent les étudiants aux policiers armés de longs roseaux. L'année avait été trop riche en événements et il fallait que les étudiants retrouvent une ambiance de travail pour réussir leurs examens de fin d'année.

J'écris ce témoignage en hommage à la jeunesse algérienne qui s'est levée pour l'Indépendance, à ceux qui ont créé l'Ugema, à ceux qui sont morts pour l'Algérie, à ceux qui ont continué la lutte pour la démocratie et le progrès, à ceux qui sont morts dans l'action comme Abdelkader Aïssani, Keddar Berakaa, à Fatima Medjahed, à Taleb Abderrahim, à Mohamed Athmani, Azziz Belkacemi, Noureddine Zenine, à ceux qui ont sacrifié leurs études pour leur idéal, à Idir Sadou, Boutechout, Kamel Kateb, Abdelalim Medjaoui, Zine Sebah, à ceux qui ont vu leur campagne humiliée et insultée pour les faire fléchir. A tous ceux qui n'ont rien renié.

Cette année universitaire devait se terminer dans le calme et l'étude, l'UNEA ayant fait de la réussite aux examens, un credo tenant compte du manque cruel de cadres dont le pays avait besoin.

Emporté par la relation des principaux événements de cette période, je n'ai pas parlé de la tentative d'arrestation de ma personne et l'usage de son arme de service par un policier en civil qui s'est avéré être un ancien supplétif de l'armée française. Cette tentative eut lieu le 30 avril et je ne dus ma liberté qu'à la vitesse de ma course.

Le 5 juin 1967, Israël agresse l'Égypte et la Syrie. L'onde de choc a été dévastatrice dans les opinions publiques arabes, notamment en Algérie. La stupeur annihilait toute réaction.

Le Comité de section d'Alger décide une marche pour l'après-midi du 6 juin. Un tract est publié, il appelle à dénoncer cette agression et désigne les soutiens de ce forfait international. Par milliers, des étudiants et des jeunes se concentrent sur le campus.

Le tract publié s'adresse au ministre de la Défense, Houari Boumediène, qui était le président du Conseil de la révolution. Ce tract demande en outre la mobilisation des étudiants sous les drapeaux. Dire que la manifestation était un succès est en deçà de la réalité : le cortège des étudiants

se densifia avec l'arrivée des lycéens, des jeunes, des travailleurs et des femmes.

L'appel de l'UNEA fut entendu et dès la fin des examens, la liste des étudiantes et étudiants mobilisés était publiée. Les casernes et centres d'instructions reçoivent à bras ouverts ses nouveaux effectifs. La fin de la période des 45 jours, l'apothéose, fut le début du rapprochement de la société et de son armée. Ce jour-là, les jeunes étudiantes et étudiants en uniformes ont envahi les rues de la capitale en compagnie d'autres jeunes militaires.

Les séparations furent parfois déchirantes d'émotion : la rentrée universitaire 1967-1968 fut marquée par la manifestation à la salle Ibn Khaldoun, lors de la leçon inaugurale donnée par le jeune professeur Abdelmoumen devant les membres du Conseil de la révolution, du gouvernement, du Corps diplomatique et de professeurs en grandes tenues. Les étudiants en profitent pour faire entendre leurs revendications : réforme de l'enseignement, démocratisation de l'enseignement, règlement des problèmes rencontrés par les étudiants...

La manifestation lors de cette leçon inaugurale nous a permis d'approcher Boumediène et Medeghri, leur arrachant la promesse d'un rendez-vous à la présidence. Ce rendez-vous n'a jamais eu lieu. Boumediène a préféré «convoyer» les étudiants à un meeting organisé à la salle Atlas. Dans son discours, il reconnaît qu'il y a eu un dialogue de sourd entre le pouvoir et les étudiants. Peu après, l'attention des Algériens s'est fixée sur le conflit qui opposait Boumediène à son Chef d'état-major Tahar Zbiri.

L'Union d'Alger a été sollicitée par un commandant du Commissariat politique de l'ANP pour manifester le jour «x» et soutenir le mot d'ordre de démocratie. A cet entretien, assistait un ancien secrétaire national de la JFLN. J'expliquais à mes interlocuteurs que l'UNEA connaissait une situation difficile, car sa position du 19 Juin était de critiquer les méthodes choisies pour le règlement des problèmes rencontrés par le pays que cette fois encore la même méthode allait prévaloir, que par ailleurs l'UNEA avait le devoir de ne pas entraîner les étudiants dans une aventure politique éloignée de ses méthodes et des préoccupations des étudiants...

Le 14 décembre 1967, la tragédie fut consommée : des djounoud algériens tirent sur leurs frères.

1968, L'ANNÉE DIFFICILE

Au FLN, le responsable de l'appareil du parti était Kaïd Ahmed. C'était un esprit emporté qui voulait à tout prix appliquer à la lettre les statuts du FLN dont la fameuse tutelle «sur les organisations de masse du parti». La démarche allait ouvrir à nouveau le fossé des malentendus entre le pouvoir étatique et les étudiants. Il choisit son terrain et son heure : l'organisation du Congrès de l'OLP. Il voulait, avec la JFLN, amener à l'UNEA à soutenir le Fatah de Yasser Arafat comme seule force palestinienne. Il chargea le commissaire du parti du FLN à Alger de nous contacter pour une action unitaire.

Le Comité de section nous chargea, Omar Lardjane et moi, de discuter avec eux. C'est donc en janvier 1968 que ces entretiens commencèrent au palais Bruce d'Alger. Il y avait MM. Boukhalifa, Batata et Abdedou, qui représentait la JFLN.

Nous nous mîmes au travail. L'UNEA a choisi de rédiger un appel à la jeunesse et aux étudiants d'Alger. La méthode était de proposer à l'adoption une phrase, une idée après l'autre, et non pas un texte complet qui n'aurait que des inconvénients, puisque nous aurions à émettre des réserves sur tel ou tel mot ou appréciation.

L'appel fut construit avec l'accord de tous les présents. Le représentant de la JFLN revint l'après-midi avec un texte bien ficelé défendant la position de Kaïd Ahmed.

Les représentants du FLN étaient devant le fait accompli et la parfaite illustration de ce que Kaïd Ahmed entend par tutelle sur les organisations de masse.

(A suivre)

L. O.

(*) Membre du Comité de section UNEA d'Alger - 1967-1969

Il était une fois l'UNEA

(3^e partie et fin)

Par Labri Ouchrif (*)

L'UNEA relata pour l'ensemble de l'opinion publique les discussions et le contenu de l'appel qui mettait en avant l'unité du peuple palestinien autour de toutes ses organisations de lutte dans un esprit d'union. Kaïd Ahmed entra en fureur, et les responsables du FLN d'Alger furent sermonnés publiquement, il avoua : «*Donnez-moi des militants de l'UNEA et je ferai la révolution.*» Ce qui ne l'empêcha pas de lancer début février une opération visant à dresser l'administration universitaire et pédagogique contre l'UNEA. Il désigne les étudiants boursiers à la vindicte populaire en les traitant de privilégiés, de parasites. Il est vrai que les étudiants boursiers bénéficiaient d'un pécule mensuel équivalent au SMIG, soit 300 DA.

La réplique de l'UNEA est d'appeler à une grève générale le 2 février 1968. Kaïd Ahmed envoie des dockers armés de manches de pioche pour intimider les étudiants, Fatima Medjahed est arrêtée ainsi que Mahdi Mahmoud dit Zorba qu'on donna pour mort. Kaïd Ahmed dira qu'il y avait même des étrangers au sein de l'UNEA. Taleb Ahmed, le ministre de l'Enseignement, fait une déclaration à la télévision démentant ce qui a été dit sur Mahmoud. Recherché par la police et les militants du FLN acquis aux méthodes de Kaïd Ahmed, le Comité de section se retira de l'université, chacun devant veiller à ne pas se faire arrêter. Le retentissement international de la grève des étudiants d'Alger étonna Kaïd et Taleb.

Le 7 février, les CNS investissent l'université d'Alger et chargent plusieurs centaines d'étudiants pour les amener au commissariat central...

La plupart furent libérés. M^{me} Jacqueline Guerroudj, ancienne condamnée à mort, s'est rendue au commissariat central où elle a exigé la libération de ses enfants. J'ai été arrêté le 12 février 1968 au boulevard Victor Hugo, emmené de force au commissariat central où j'y ai trouvé Mahdi Mahmoud, Fatima Medjahed

en grève de la faim depuis le 1^{er} jour, Sid Ahmed Chérif, Mustapha Mekideche arrêté à son travail. Nous avons tous été battus et certains sévices n'avaient pas d'autres mots pour les désigner que torture. Il y avait des policiers qui suivaient un manuel de torture du III^e Reich.

Vers la fin du mois de février, une délégation d'étudiants fut autorisée à nous rencontrer dans le bureau du commissaire central. La délégation rendit compte aux étudiants de l'état dans lequel nous nous trouvions. Cette visite a été le résultat de la protestation profonde du peuple contre l'arrestation des étudiants. Le 1^{er} mars 1968, nous sommes transférés à la prison d'El Harrach. Fatima Medjahed et Danielle Sebbar sont ensemble, Mekideche, Sid Ahmed, Mahmoud Mahdi et moi-même serons «logés» à la salle 14 jusqu'au 18 mai 1968. Là aussi nous reçûmes une visite d'étudiants et d'étudiantes qui ressortent libres de l'établissement pénitentiaire. Une grève de la faim organisée par les détenus politiques se termina pour les étudiants le jour où ils apprirent l'attentat qui a visé Houari Boumediène. Le 18 mai nous étions libres, le 19 mai au matin, rue Didouche Mourad, pas âme qui vive. Ce sera la seule fois que l'anniversaire de la création de l'UGEMA ne sera pas célébré.

Dans le monde, Mai 1968 restera celui de la révolte étudiante, notamment en France. Au sein de l'UNEA, le renouvellement des générations allait précipiter les changements. De nombreux membres de la section d'Alger allaient quitter l'université. Il fallait déjà penser au renouvellement des structures... Un nouveau style allait voir le jour. Taleb Ahmed nous demande de participer à la rentrée solennelle de l'université, nous acceptons malgré un été entamé par les arrestations de Djamel Labidi et Djelloul Nacer ainsi que celle d'étudiants militants du FFS.

Les membres du Comité de section présents à Alger, dont Aït Saïd, Athmani, Derradji et moi-même, rédigent un tract d'appel à l'arrêt des tortures, la libération des étudiants et à la solidarité internationale.

Un été lourd malgré les succès.

La rentrée 1968-1969 est donc sous le signe de la normalisation des relations entre les autorités et les étudiants. La cérémonie de la rentrée se déroule dans une atmosphère empreinte de sérénité et d'espoir. L'événement le plus important de l'année 1969 est l'appel sous les drapeaux de la 1^{re} promotion du service national, Omar Lardjane, membre du CS d'Alger, en fait partie.

Le service national a été demandé par l'UNEA au moment de la guerre des «Six jours» en 1967. Mohamed Athmani en a expliqué la nécessité devant les téléspectateurs au cours d'un débat. L'UNEA estimait que le service national serait pour la jeunesse algérienne un ciment aussi fort que l'a été le maquis pour les moudjahidines. Boumediène fera toujours l'éloge du service national de deux ans disant qu'*«après le sacrifice suprême accepté par le moudjahid, le tribut de la sueur est consenti par la jeunesse et en particulier les étudiants !»*

ENCORE UNE CRISE

Le service national intervient à la fin du premier plan triennal et la préparation du premier plan quadriennal. Le premier a redonné confiance aux cadres sortis de l'université qui se voient confier des missions importantes assorties de primes d'installation, de stages en entreprise à l'étranger, etc. La pensée économique connaît l'idée de «l'industrie industrialisante» et dans la pratique de lancement de grands projets «clés en main».

Un autre phénomène commença son œuvre : les plus brillants étudiants et diplômés délaissèrent la filière de l'enseignement supérieur pour des carrières dans la haute administration et l'industrie. Le principe d'algérianisation du corps professoral souffrira toujours de ces choix...

Au niveau du syndicat étudiant, le renouvellement du Comité de section eut lieu au pied de la Bibliothèque universitaire. Je pus enfin essayer de suivre normalement un cursus universitaire. Ce qui restera un rêve...

L'histoire de l'UNEA continua sans nous jusqu'à sa dissolution et au-delà. Cette étape de la lutte a permis aux étudiants dirigés par le Comité de section d'Alger, dont le coordinateur était Zine Sebagh, de faire la preuve de l'art de la lutte syndicale et politique dans une situation de crise.

La crise a été déclenchée encore une fois par Kaïd Ahmed, inquiet des orientations et des actions de Boumediène qui se rapprochaient de plus en plus des aspirations populaires. L'industrialisation, le service national, la situation internationale créaient une nouvelle dynamique, provoquaient des résistances. Kaïd Ahmed était un homme très intelligent, conscient, féodal conscient de ses valeurs ; il considérait les étudiants «comme les bergers du peuple». La démarche de Boumediène impliquait l'élargissement du marché intérieur national, qui ne pouvait exister sans l'accroissement de nombre de travailleurs, l'émancipation de la paysannerie pauvre et sans terre de l'emprise de la féodalité.

La formation de cadres en nombre et en qualité suffisants pour mener à bien ses objectifs, armés idéologiquement pour assumer la décision la plus grave de son gouvernement : la nationalisation des hydrocarbures pour contrôler et augmenter les ressources financières de l'Etat algérien.

La provocation, arme privilégiée de Kaïd Ahmed, eut lieu au moment des congés d'hiver 1970 : des militants du FLN enlèvent des responsables du Comité de section d'Alger, les torturent dans les locaux du FLN. Keddar Berakāï crut devoir son salut en se jetant sous un véhicule garé le long du trottoir devant le restaurant où tout se passait. Il «attrapait» une pneumonie qui l'emporta. Son enterrement fut l'occasion pour Boumediène de se démarquer de Kaïd Ahmed. En effet Slimane Hoffman en personne se rendit à Aïn Defla pour représenter la fraction du pouvoir opposée aux méthodes signalées plus haut.

L'UNEA fut officiellement dissoute en janvier 1971, les étudiants arrêtés, et ceux en clandestinité furent arrachés

au FLN et soustraits aux recherches policières en les convoquant au service national. Ils feront partie de la première promotion des officiers de la révolution agraire ou des instructeurs au sein de l'ANP pour la durée du service national.

Cette période du mois de décembre à mars 1971 a montré une grande maturité de l'organisation. Nordine Merabine, Omar Bixi, T'Fieche étalèrent en ces moments toute la variété de leurs talents de lutteurs intelligents et déterminés. Ses responsables surent battre en retraite en bon ordre sans affolement ni fuite en avant, tout en soutenant la nationalisation du «pétrole rouge». Avec le développement de la mobilisation pour la révolution agraire, la naissance de comités de volontariat et l'émergence de nouveaux dirigeants comme Embarek à Alger, Betina à Constantine, Amine à Oran, la jeunesse algérienne réveilla la campagne, et la paysannerie pauvre jouit pendant quelques années d'être au premier plan de l'information...

Je termine ce témoignage qui n'est pas l'œuvre d'un historien ni même celle d'un militant qui aurait eu le temps de consulter les archives du mouvement étudiant dont les traces existent au niveau de la Bibliothèque nationale, des archives nationales. Ce témoignage est un hommage à la jeunesse algérienne de 1954 à 1978. Il est aussi une façon de ne pas douter de la jeunesse actuelle, celle qui sera le peuple de demain.

L. O.

(*) *Membre du Comité de section UNEA d'Alger - 1967-1969*